

borne à un signe du bonnet, pensant que la population se contentera d'une marque d'intérêt aussi fugitive. C'est pourtant ce que nous avons constaté. Le premier ministre a bien, il est vrai, été amené hier à parler d'une question absolument étrangère à la question principale qui intéresse actuellement la Chambre et le pays: la question de savoir comment un état de choses aussi extraordinaire a pu se produire et quels sont les moyens qu'on prend pour y remédier ou en empêcher le retour. Là-dessus, le premier ministre a gardé et garde toujours le plus grand silence.

En examinant la question de la responsabilité à cet égard, et le refus du Gouvernement de se reconnaître la moindre responsabilité, il est bon aussi de se rappeler l'attitude dont les députés ministériels ont fait preuve lors du dépôt du rapport. Vous vous en souvenez, monsieur l'Orateur. Pas un député qui ne rougisse de honte en songeant à la façon dont on s'est empressé de chercher un bouc émissaire, aux paroles qu'ont employées les députés ministériels pour blâmer "les galonnards". Nous nous rappelons tous les efforts honteux et dégradants des membres du Gouvernement pour laisser entendre que l'état-major de l'armée était seul responsable de la situation et pour chercher là un bouc émissaire afin de tenter de dégager le ministre de la Défense nationale et le Gouvernement d'une responsabilité qu'ils assumèrent en toute justice.

Je pense que la Chambre et le pays tout entier, reliront avec intérêt un article de journal paru le 16 décembre dernier. Il était écrit par un journaliste pour qui je professe le plus grand respect, car c'est un des membres bien informés de la tribune des journalistes et un écrivain sérieux. Tous savent qu'il est, parmi ses collègues, celui qui a assez librement accès aux sources influentes et bien informées du parti libéral. Je veux parler de M. J. A. Hume, correspondant parlementaire du *Citizen* d'Ottawa. Dans son article du 16 décembre, paru dans l'édition du soir du *Citizen* et intitulé: "Les révélations irritent les libéraux", M. Hume a écrit:

Le rapport Currie portant sur l'incurie du ministère de la Défense nationale et des services des travaux de l'armée canadienne, a contrarié et irrité les députés libéraux.

L'affaire a fait renaître une méfiance de longue date vis-à-vis des "galonnards" du ministère de la Défense; on soupçonne également certains officiers de mollesse, d'insouciance, de gaspillage et de folles dépenses.

On craint que des milliards demandés aux contribuables aient été mal dépensés en période de paix...

J'ajoute, entre parenthèses, qu'on le craint à bon droit. Certains députés de l'autre côté devraient bien prendre la chose plus à cœur.

Il poursuit en ces termes:

...et l'on éprouve de l'embarras parce que des sommes tout aussi énormes ont été manipulées au cours de la seconde Grande Guerre sans qu'on ait découvert de malhonnêteté.

Ces actes de malhonnêteté viennent, bien entendu, d'être mis à jour, ici même, par le député de Cariboo.

Les partisans du Gouvernement ont confiance que le premier ministre et le cabinet indiqueront à ceux qui négligent leurs tâches, que l'inefficacité, et de pires choses peut-être, ne sauraient être tolérées par le contribuable.

Ma foi, monsieur l'Orateur, si les partisans du Gouvernement comptent réellement que le premier ministre et le cabinet adoptent une pareille attitude, ils doivent être fort déçus. A cet égard, il partagent la déception des membres de l'opposition, car la responsabilité première dépasse le ministre de la Défense nationale et atteint le cabinet. Or c'est l'ensemble du Gouvernement qui a refusé d'assumer cette responsabilité et on n'a rien fait. Naturellement, l'article en question mentionnait l'espoir que nourrissaient alors les députés libéraux, à savoir que leur indignation se déverserait sur les galonnards, comme ils appelaient les officiers supérieurs de l'état-major et, en général, le personnel de l'armée. Voilà ce qu'ils espéraient. Certains d'entre eux semblent se rendre enfin compte de l'injustice d'une pareille attitude.

L'état de choses existant ne se traduit pas par des critiques adressées à l'armée elle-même. La situation, ainsi que l'expose si nettement le rapport Currie, découle de la régie foncièrement relâchée aux échelons les plus élevés de l'administration ministérielle. Il faut en blâmer, monsieur l'Orateur, uniquement le ministre intéressé et partant, le Gouvernement de notre pays.

Il faudrait bien dire quelques mots, en passant, des déclarations du général Simonds. Qu'on me comprenne bien. Je ne saurais répéter trop énergiquement qu'il ne s'agit pas, chez l'opposition officielle, de critiquer l'armée à cause de la situation actuelle. Tout vient de ce que le ministère a failli aux paliers supérieurs, à la tâche qui s'imposait. Bien qu'à mon avis le général Simonds ait fait preuve de peu de sagesse et se soit mépris, en faisant sa déclaration, je suis fermement d'avis qu'il s'y est senti contraint, vu qu'aucun partisan du Gouvernement ne disait ce qu'il fallait dire sans délai, savoir: que le Gouvernement, au palier ministériel, doit être tenu responsable, et non l'état-major. Le général s'est, sans doute, vu contraint de faire une telle déclaration, parce que personne en autorité, au ministère, n'a pris l'initiative de dire